

FICHE D'INFORMATION

FAIRE VALOIR LA CERTIFICATION DE L'AMÉNAGEMENT FORESTIER DURABLE

Depuis l'introduction, au milieu des années 1990, de programmes de certification de l'aménagement forestier durable, la certification, laquelle apporte un complément aux lois et aux règlements déjà rigoureux qui encadrent l'aménagement des forêts au Canada, est devenue un moyen largement reconnu pour démontrer que les entreprises forestières canadiennes respectent les normes les plus élevées en matière d'aménagement forestier durable.

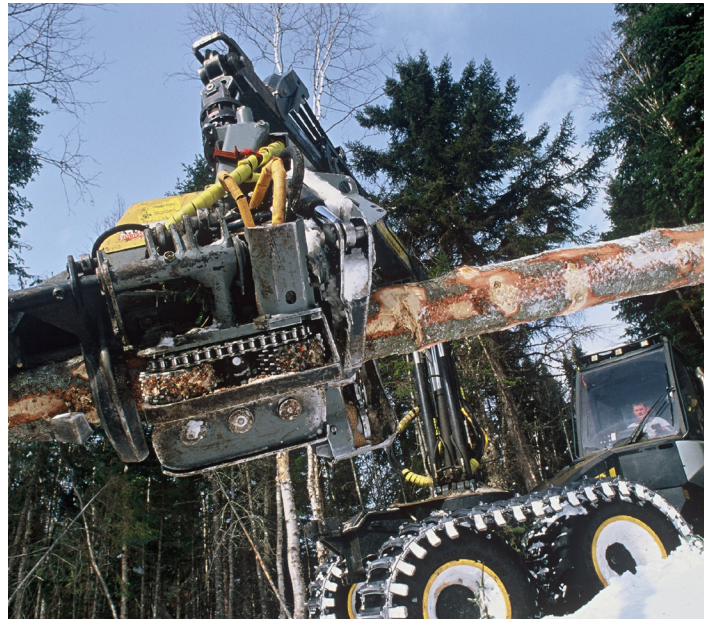
De nos jours, trois normes de certification par des tiers sont utilisées à grande échelle au Canada. En plus de la norme canadienne élaborée par l'Association canadienne de normalisation (CSA), les entreprises forestières ont aussi adopté des programmes de certification créés par le Forest Stewardship Council (FSC) et la Sustainable Forestry Initiative (SFI). Ces trois programmes sont reconnus mondialement. Depuis 2014, avec ses 161 millions d'hectares certifiés, le Canada joue un rôle de chef de file mondial dans le domaine de la certification de l'aménagement forestier par des tiers.

Les normes CSA et SFI sont appuyées par le programme international de reconnaissance des certifications forestières (PEFC – Programme for the Endorsement of Forest Certification), la plus grande organisation-cadre de certification forestière au monde. La certification de la chaîne de traçabilité, un mécanisme utilisé pour faire le suivi du bois provenant de sources

certifiées pendant l'ensemble des étapes de la fabrication des produits jusqu'aux consommateurs, est offerte par le FSC, la SFI et le PEFC (CSA ou SFI).

Pour vérifier que les territoires forestiers sont gérés de façon durable, les trois normes de certification utilisées au Canada exigent que la planification, les procédures et les systèmes des entreprises forestières respectent les exigences prévues par les normes et utilisent des procédures d'audit pour évaluer la performance des opérations forestières sur le terrain en fonction de critères prédéterminés. Les entreprises doivent aussi divulguer publiquement les rapports d'audit, vérifier que les superficies récoltées ont été reboisées, confirmer le respect des lois en vigueur et démontrer qu'aucune activité d'exploitation forestière illégale n'a eu cours.

De plus, un processus de certification distinct prend en compte les questions liées à la chaîne de traçabilité, pour



Photographie tirée de Les Forêts du Canada, Ressources naturelles Canada, Service canadien des forêts, 2003.

veiller à la rigueur du suivi et de la tenue de dossier à partir des activités sur le terrain en passant par toutes les étapes de la transformation du bois, de la fabrication et de la distribution.

Beaucoup plus que la seule exploitation forestière

En plus d'inclure les exigences encadrant la récolte forestière, les trois programmes de certification utilisés au Canada prennent en considération la conservation de la diversité biologique, le maintien des habitats fauniques ainsi que la protection du sol, de l'eau et de la qualité de l'air. Les normes prennent également en compte les enjeux sociaux et économiques qui découlent des activités d'aménagement forestier et qui touchent les collectivités locales. On cherche notamment à faire participer ces collectivités aux discussions et à la prise de décisions concernant ces enjeux.

Engagement des Autochtones

Les trois programmes de certification exigent, chacun à sa façon, l'engagement des peuples autochtones afin d'assurer le respect de leurs droits, connaissances et valeurs. Ils offrent aussi des avantages économiques et sociaux aux collectivités autochtones du fait que les entreprises et les travailleurs autochtones participent à l'exploitation forestière, à la transformation et à d'autres activités liées à la forêt.

Coupe à blanc Coupe avec protection de la régénération et des sols

Chaque norme traite la coupe avec protection de la régénération et des sols (CPRS -ou appelée à tort coupe à blanc) à sa façon. Toutes les normes tiennent compte des exigences environnementales des différents types forestiers et reconnaissent que le choix des régimes sylvicoles devrait être guidé par les facteurs écologiques convenant à la forêt locale, ce qui, dans de nombreuses forêts canadiennes, peut inclure la CPRS.

Évolution des normes

Les normes demeurent à jour et pertinentes grâce aux révisions habituellement effectuées tous les cinq ans. Lorsqu'il est temps de faire les révisions, des comités composés d'intervenants représentatifs sont mis sur pied et le public est invité et encouragé à soulever des questions et à proposer des idées. Les connaissances acquises par le truchement des consultations et du processus de révision servent de base à la mise à jour des normes. La concurrence entre les systèmes encourage aussi l'amélioration en continue.

Pour quelle raison les entreprises forestières veulent-elles obtenir la certification?

Depuis son introduction au milieu des années 1990, la certification forestière est adoptée avec enthousiasme par les entreprises forestières canadiennes et les organisations dans l'industrie. Il en



Photographie tirée de Les Forêts du Canada, Ressources naturelles Canada, Service canadien des forêts, 2003

Les avantages d'opter pour plusieurs normes de certification forestière

Port Hawkesbury Paper LP (PHP LP), un important producteur de papier surcalandré et de papiers fins, a été l'une des premières entreprises canadiennes de produits forestiers à opter pour plusieurs normes de certification forestière. Selon M. Andrew Fedora, responsable du développement durable et des communications chez PHP LP, « les certifications forestières offrent aux producteurs forestiers qui le souhaitent d'améliorer leurs pratiques forestières et maintenir la confiance du public. » Il est possible d'y parvenir en ne respectant qu'une seule norme de certification, mais il est avantageux d'opter pour de multiples normes. PHP LP est actuellement certifiée selon les normes FSC et SFI.

« Toutes les normes de certification sont d'intérêt, a indiqué M. Fedora, mais chacune excelle dans un domaine particulier. Certaines mettent l'accent

sur la sécurité, la formation et l'efficacité; d'autres insistent sur la participation publique et sur les enjeux sociaux. » L'adoption de plus d'une norme permet à des entreprises comme PHP LP d'améliorer leurs pratiques et leur crédibilité en matière de gestion durable des forêts.

L'adoption de plusieurs normes favorise la commercialisation des produits. « En ce qui a trait aux ventes de produits et à la confiance du public, certains marchés montrent une préférence pour une norme en particulier », déclare M. Fedora. « Satisfaire plusieurs normes contribue par ailleurs au renforcement de notre légitimité et nous permet de servir une plus vaste gamme de consommateurs à travers le monde. »

est ainsi parce qu'un nombre croissant d'acheteurs de produits forestiers, partout dans le monde, exigent la certification afin de démontrer à leurs clients que les produits en question proviennent de forêts gérées en conformité avec les normes reconnues par des organismes non gouvernementaux respectés. De plus, les normes servent de guide pratique contribuant à l'amélioration des pratiques d'aménagement forestier durable. Ceci a pour effet d'améliorer le rendement économique et la qualité marchande des produits forestiers canadiens partout dans le monde.

Choix d'une norme

Le choix d'une norme ou de normes dépend en grande partie de l'endroit où l'entreprise forestière vend ses produits et des clients qui les achètent. Au Canada et aux États-Unis, la certification SFI est la plus couramment utilisée. De plus, certaines entreprises choisissent des normes qui sont en harmonie avec leur environnement d'exploitation.

Obtenir et conserver la certification

Pour obtenir et conserver la certification sur territoires forestiers qu'elles gèrent, les entreprises doivent se conformer aux exigences de la loi, concevoir et utiliser des méthodes

d'aménagement durable et acquérir des compétences spécialisées à l'interne pour la formation des employés, la surveillance à l'interne, la consultation du public et les échanges avec les vérificateurs externes qui font partie intégrante de tous les régimes de certification. En règle générale, un coordonnateur et quelques employés possèdent les compétences essentielles, auxquelles s'ajoutent au fil du temps les compétences en aménagement durable chez les employés dans l'ensemble de l'entreprise.

Pour quelle raison les acheteurs veulent-ils des produits forestiers certifiés?

Depuis quelques années, un nombre en croissance rapide d'acheteurs de produits forestiers responsables adoptent des politiques en matière d'approvisionnement suivant lesquelles le papier ou le produit du bois doit être certifié, c'est-à-dire qu'il a été obtenu de façon légale et par des méthodes durables. La responsabilité sociale de l'entreprise est considérée comme essentielle pour la durabilité à long terme des forêts dans le monde.



Une machine à papier satiné produit 1 000 tonnes métriques de papier de grande qualité par jour; les clients partout dans le monde s'en servent pour produire des catalogues, des magazines et des dépliantes.

Les relations entre la certification CSA et les lois canadiennes

Les fondements des pratiques d'aménagement forestier acceptables au Canada se trouvent dans un ensemble complet de lois et de règlements fédéraux et provinciaux concernant les forêts et les secteurs connexes. Par conséquent, il n'est pas nécessaire que la norme CSA du Canada reproduise ce cadre. La norme CSA et les autres normes visent à fournir un moyen d'évaluer les pratiques des entreprises forestières d'après des critères en matière d'aménagement forestier durable reconnus au niveau national et international, et établis par des organismes non gouvernementaux respectés. Point important, la norme CSA sert de complément aux lois et aux règlements applicables du fait qu'elle stipule qu'ils doivent être observés et qu'aucune activité d'exploitation forestière non autorisée ne peut être tolérée, renforçant de ce fait les lois du pays.



Une « abatteuse-façonneuse » à tête multifonctionnelle munie de chenilles ECO-tracks qui limitent les dommages au sol forestier effectue un abattage sélectif des arbres dans une forêt. La coupe d'éclaircie permet à la lumière de pénétrer davantage dans le peuplement, favorisant ainsi la régénération plus rapide de la forêt par des essences « climatiques » comme le pin blanc, l'épinette rouge et le bouleau jaune

FICHE D'INFORMATION

Certification et confiance de l'acheteur

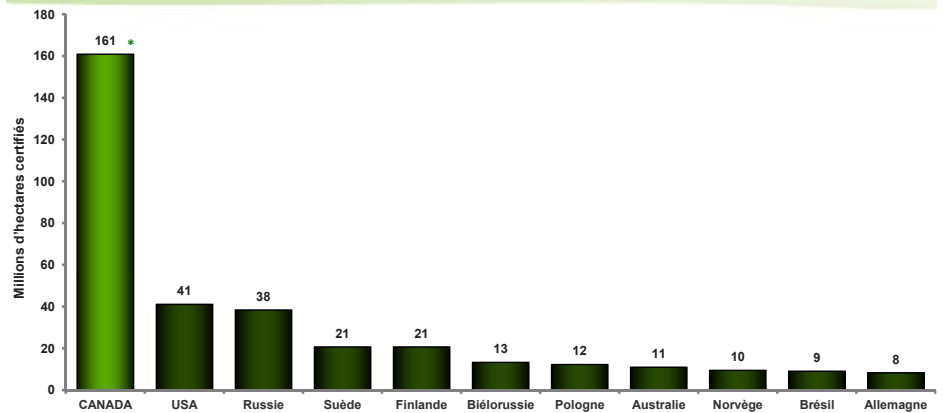
Par le passé, les consommateurs socialement responsables de produits forestiers devaient communiquer avec les fournisseurs pour s'informer sur la durabilité de leurs pratiques forestières. Grâce à l'adoption de la certification forestière par les producteurs de produits forestiers, les acheteurs ont la certitude que les produits proviennent de forêts bien gérées.

Vérification de la chaîne de traçabilité

Tous les systèmes prévoient des audits de la chaîne de traçabilité qui suivent le parcours des produits forestiers certifiés tout au long du processus d'exploitation forestière et de transformation. L'entreprise qui satisfait aux exigences d'une vérification indépendante de la chaîne de traçabilité effectuée par un tiers peut demander l'autorisation d'utiliser une « marque » qui indique que ses produits proviennent d'une forêt certifiée en vertu de la norme choisie. De nombreux acheteurs partout dans le monde acceptent uniquement les produits forestiers portant cette marque.

Certification canadienne dans le contexte mondial

Fin de l'année 2014

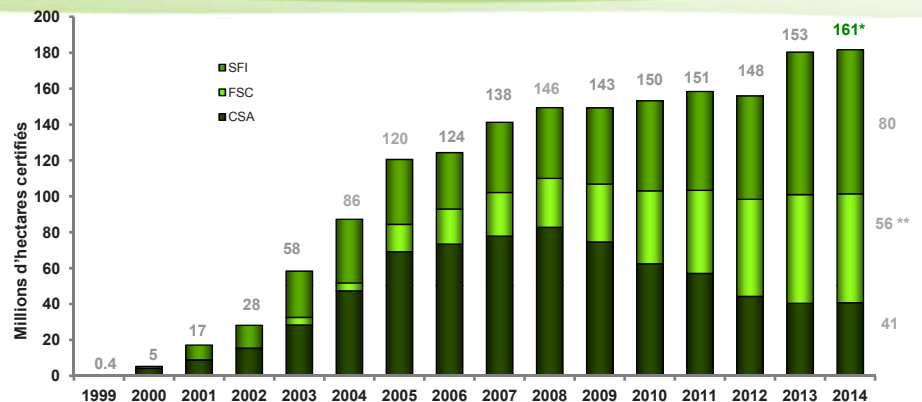


*Le double comptage des superficies certifiées par plus d'une norme a été soustrait de cette figure. La hauteur des barres comprend ce double comptage.

Source: www.certificationcanada.org as of Dec 31/14

Certification d'aménagement forestier durable au Canada de 1999 à 2014

Fin de l'année 2014



*Le double comptage des superficies certifiées par plus d'une norme a été soustrait de cette figure. La hauteur des barres comprend ce double comptage.

**Comprend les superficies certifiées selon les ébauches de normes spécifiques aux régions des Grands-Lacs – Saint-Laurent et des Laurentides

Source: www.certificationcanada.org as of Dec 31/14